

Recherches sociographiques



Serge CÔTÉ, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX, *Action collective et décentralisation. Tendances et débats en développement régional*

Nicole Boucher

Volume 40, numéro 1, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057270ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057270ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Boucher, N. (1999). Compte rendu de [Serge CÔTÉ, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX, *Action collective et décentralisation. Tendances et débats en développement régional*]. *Recherches sociographiques*, 40(1), 198–200.
<https://doi.org/10.7202/057270ar>

champ fécond non seulement dans la théorie mais aussi dans la mise en œuvre de réformes du secteur public local et régional, de par le vaste monde.

L'analyse de Vincent Lemieux lui permet de statuer que la dévolution comporte plus d'avantages que les trois autres types de décentralisation. Elle lui permet aussi de brosser rapidement quelques scénarios pour la réforme « décentralisatrice » en cours au Québec. Nous déplorons cependant le peu de développement de ces scénarios. Le lecteur pourrait s'attendre à une prise de position beaucoup plus claire et tranchée à l'égard d'une réforme qui avance à pas de tortue, au coup par coup et dans toutes les directions, depuis trois décennies. Lemieux conclut en énonçant une hiérarchie de valeurs qui place le principe de serviabilité au-dessus de ceux de subsidiarité et de supériorité. Reste à savoir si nos décideurs publics vont accepter ce principe directeur. Bref, ce petit ouvrage est incontournable pour qui veut mieux participer au débat sur la décentralisation gouvernementale.

Marc-Urbain PROULX

*Département des sciences économiques et administratives,
Université du Québec à Chicoutimi.*

Serge CÔTÉ, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX, *Action collective et décentralisation. Tendances et débats en développement régional*, Rimouski, GRIDEQ-GRIR, Université du Québec à Rimouski, 1997, 258 p.

Cette troisième publication de la collection *Tendances et débats en développement régional* du GRIDEQ représente les Actes du Colloque de la section développement régional de l'ACFAS tenu à l'Université McGill en 1996.

La décentralisation, en s'inscrivant dans la mondialisation, participe aux redéfinitions des divers acteurs et de leurs rôles tant dans la gestion du social que dans le développement économique. La réforme des modes de régulation économique et social est à la fois source de tensions nouvelles et de redécoupage des territoires locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

Michael STORPER, professeur à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) et professeur associé à l'Université de Marne-la-Vallée, nous introduit à la thématique générale dans un article intitulé *Les nouveaux dynamismes régionaux : conventions et systèmes d'acteurs*. Ensuite, dans une première partie traitant de la décentralisation comme modalité de gestion du social, Serge CÔTÉ se demande si la question régionale est une question de pouvoirs, puis Juan-Luis KLEIN et Alain MORNEAU enchaînent avec une analyse de l'émergence du local. Marc-Urbain PROULX termine cette section par une réflexion sur la décentralisation comme politique régionale.

La deuxième partie porte sur la région comme théâtre de mobilisation. Louis FAVREAU défend d'entrée de jeu le mouvement associatif et l'économie sociale en tant que contribution à une nouvelle gestion du social au plan local et régional. Andrée FORTIN explique la profusion d'événements artistiques au Québec depuis 1980, alors que Marielle TREMBLAY et Pierre-André TREMBLAY se penchent sur la construction d'une solidarité féministe en région. Hugues DIONNE et Nicole THIVIERGE rendent compte de l'équivocité de notre terminologie récente pour parler du développement local. André BOUCHARD et Pierre HAMEL terminent cette partie par une analyse sur la consultation publique.

La troisième partie concerne l'énergie et les ressources comme enjeux de développement. Gilles SÉNÉCAL expose dans *La demande sociale de décentralisation et l'entreprise publique : le cas d'Hydro-Québec*, une interprétation postmoderne sur les effets imprévisibles des discours localistes. Oleg STANEK observe le même type de tendances paradoxales dans son analyse de la propriété foncière agricole et forestière. Ensuite, Carl-Eric GUERTIN et Luc BOUTHILLIER évaluent la valeur de la grille de Duinker et Matakala comme outil pour concevoir un projet de forêt communautaire. Finalement, Omer CHOUINARD, Louis LAPIERRE et Jean-Paul VANDERLINDEN décrivent la pêche commerciale et les particularités régionales au Nouveau-Brunswick.

En guise de conclusion, Jean-Marc FONTAN se demande si l'État-région est une nouvelle forme de régulation des territoires. Il conclut simplement, comme les nombreux autres conférenciers qui l'ont précédé, qu'il est nécessaire de renouveler « notre » cadre d'analyse et de procéder à l'étude des diverses pistes de recherche qu'il a pu relever grâce à sa revue de littérature.

Tous ces exposés, au caractère très académique, ont sans contredit une grande valeur pédagogique. Mais le lecteur demeure insatisfait quant à l'exploration annoncée de la mondialisation et de la décentralisation dans leur tension et leur rapport organique.

Il est vrai qu'il est loin d'être facile de s'extraire de la conception originelle volontariste du développement local et du développement durable vus comme stratégie de sortie de crise, comme alternative, pour en envisager ses effets concrets quant à l'articulation du local à l'international. L'avancement des connaissances se fera certainement dans cette direction, parallèlement à la transition en cours des modalités de régulation des sociétés humaines.

Et la place de l'État-nation ? « Des possibles pointent à l'horizon », mais pour le moment, c'est de se doter de plus grandes marges d'action régionale et locale qui importe pour prendre sa place dans le club des « en devenir » à l'échelle internationale.

Et la place des acteurs ? Lesquels ? Les grandes firmes multinationales ? Leurs nouveaux partenaires communautaires mondiaux ? ou... ?

Comme la transition (des acteurs et des projets) est largement annoncée dans ce livre, c'est la suite de la prophétie que nous attendons dorénavant avec inquiétude, pour eux, les spécialistes du développement régional. Car ainsi plongée

en situation d'incertitude comme Michael STORPER le souligne d'entrée de jeu, l'action collective risque de s'avérer infructueuse. Pourtant, du côté français, Jean-Louis SANCHEZ a eu l'audace dans son rapport *Action sociale, la décentralisation face à la crise* réalisée pour l'ODAS en 1996 de privilégier comme solution la restructuration administrative et la cohérence d'un cadre « intégratif », sous la surveillance active d'un état central encore très protecteur.

Et me voilà tout à coup prise de panique : et si la transition n'allait pas s'achever ? Le développement régional en serait-il réduit à développer un changement perpétuel ?

Nicole BOUCHER

*École de service social,
Université Laval.*

Diane FARMER, *Artisans de la modernité. Les centres culturels en Ontario français*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1996, 239 p.

Cette publication est une thèse de doctorat remaniée. L'auteure remercie d'ailleurs les professeurs Joseph Yvon Thériault et Caroline Andrew de l'Université d'Ottawa. L'étude comprend sept chapitres. Le premier porte sur l'évolution historique et sociologique du Canada français et de l'Ontario français ; le second, sur la francophonie ontarienne ; le troisième, sur l'émergence des centres culturels ; les quatre derniers chapitres sont consacrés à des exemples particuliers, soit en l'occurrence l'ARTEM pour Art Timiskaming, la Ronde pour la francophonie de Timmins, les « Trois petits points » pour la région d'Alexandria et enfin le MIFO pour le Mouvement d'implication francophone d'Orléans.

La thèse est la suivante : au milieu du XX^e siècle, avec le passage brusque du monde traditionnel au monde moderne, une francophonie ontarienne angoissée par la perte de ses points de repères traditionnels s'est dotée de centres culturels qui ont assuré la cohésion du groupe. Outre la recherche sur le terrain, la thèse est soutenue par l'armada traditionnelle des écrits en sciences sociales sur le Canada français communautaire et « en retard » : Max WEBER, Fernand OUELLET, Roger BERNARD, Danielle JUTEAU-LEE, Joseph Yvon THÉRIAULT sont tous au rendez-vous bibliographique de la définition canonique de la théorie du retard et de la rupture tradition-modernité. Aussi, pour ceux qui acceptent les paramètres de la théorie du retard, de la rupture brusque, de l'entrée tardive dans la modernité d'une communauté angoissée et entourée d'un monde anglo-américain monolithiquement moderne, voilà un travail bien fait qui regorge d'informations sur l'Ontario français.

Par contre, pour ceux qui n'acceptent pas cette théorie, qui doutent même de la pertinence, pour n'importe quelle société du monde occidental, d'une rupture brusque entre la tradition et la modernité, un certain nombre de questions se